

REGLEMENT COMMUNAL

SUR LA PROTECTION DES ARBRES

Article premier

Base légale

Le présent règlement est fondé sur les articles 5, lettre b, et 6, alinéa 2, de la loi cantonale vaudoise sur la protection de la nature, des monuments et des sites du 10 décembre 1969 (LPNMS) et sur son règlement d'application du 22 mars 1989.

Article 2

Champ d'application

Tous les arbres de 20 cm de diamètre et plus, mesurés à 1,30 m du sol, ainsi que les cordons boisés, les boqueteaux et les haies vives sont protégés. Les diamètres des troncs multiples sur un même pied mesuré à la même hauteur sont additionnés.

Les dispositions de la législation forestière demeurent réservées.

Article 3

Abattage

L'abattage d'arbres protégés ne peut être effectué qu'avec l'autorisation de la Municipalité.

Il est en outre interdit de les détruire, ou de les mutiler, par le feu ou tout autre procédé.

Tout élagage et écimage inconsidérés et non exécutés dans les règles de l'art seront assimilés à un abattage effectué sans autorisation.

Des travaux ou des fouilles ayant blessé gravement les racines ou toute autre partie de l'arbre, sont assimilés à un abattage effectué sans autorisation.

Article 4

Autorisation d'abattage et procédure

La requête doit être adressée par écrit à la Municipalité, dûment motivée et accompagnée d'un plan de situation ou d'un croquis précisant l'emplacement d'un ou des arbres ou plantations protégés à abattre.

La Municipalité accorde l'autorisation lorsque l'une ou l'autre des conditions indiquées à l'art. 6 de la LPNMS, ou dans ses dispositions d'application, sont réalisées.

La demande d'abattage est affichée au pilier public durant vingt jours.

La Municipalité statue sur la demande et sur les oppositions éventuelles.

Arborisation compensatoire	<p><u>Article 5</u></p> <p>L'autorisation d'abattage sera assortie de l'obligation pour le bénéficiaire de procéder, à ses frais, à une arborisation compensatoire déterminée d'entente avec la Municipalité (nombre, essence, surface, fonction, délai d'exécution).</p> <p>L'exécution sera contrôlée.</p> <p>En règle générale, cette arborisation compensatoire sera effectuée sur le fond où est situé l'arbre à abattre. Toutefois, elle peut être faite sur une parcelle voisine, pour autant que son propriétaire s'engage à se substituer au bénéficiaire de l'autorisation.</p> <p>Si des arbres et plantations protégés au sens de l'art. 2 sont abattus sans autorisation, la Municipalité peut, nonobstant l'application des sanctions prévues à l'art. 9, exiger une plantation compensatoire.</p>
Taxe compensatoire	<p><u>Article 6</u></p> <p>Lorsque les circonstances ne permettent pas une arborisation compensatoire équivalente, le bénéficiaire de l'autorisation d'abattage sera astreint au paiement d'une taxe dont le produit, distinct des recettes générales de la commune, sera affecté aux opérations d'arborisation réalisées par la commune, à l'exception de celles à caractère forestier.</p> <p>Le montant de cette taxe, fixée par la Municipalité, est de Fr. 50.00 au minimum et de Fr. 200.00 au maximum. Il se calcule par rapport à la dimension, à l'espèce et à l'état sanitaire des arbres abattus, en tenant compte des plantations compensatoires qui seront effectuées.</p>
Entretien et conservation	<p><u>Article 7</u></p> <p>L'entretien des arbres protégés par le présent règlement (taille, élagage, etc.) est à la charge des propriétaires. Cependant, lorsque l'entretien devient trop onéreux et que la Municipalité s'oppose à l'enlèvement d'un arbre, son entretien en incombe à la commune.</p> <p>Lorsqu'ils bordent une allée ou une place, une surface au sol suffisante doit être maintenue libre autour des arbres protégés pour l'irrigation et la respiration des racines. Si besoin est, des constructions appropriées devront être réalisées afin de protéger leurs racines de l'infiltration de substances dommageables.</p>

Recours	<p data-bbox="568 286 687 315"><u>Article 8</u></p> <p data-bbox="568 338 1410 439">Toute décision de la Municipalité prise en application du présent règlement est susceptible d'un recours au Tribunal cantonal, Cour de droit administratif et public.</p> <p data-bbox="568 456 1410 589">Le recours s'exerce dans les 30 jours qui suivent la communication de la décision municipale, la date du timbre postal faisant foi, conformément aux dispositions de la loi sur la juridiction et la procédure administratives.</p>
Sanctions	<p data-bbox="568 674 687 703"><u>Article 9</u></p> <p data-bbox="568 725 1410 790">Celui qui contrevient au présent règlement est passible d'une amende en application de l'art. 92 LPNMS.</p> <p data-bbox="568 808 1410 871">La poursuite a lieu conformément à la loi sur les contraventions.</p>
Dispositions finales	<p data-bbox="568 958 703 987"><u>Article 10</u></p> <p data-bbox="568 1010 1410 1072">Pour tout ce qui ne figure pas dans le présent règlement, il sera fait référence à la LPNMS et à son règlement d'application.</p>
	<p data-bbox="568 1162 703 1191"><u>Article 11</u></p> <p data-bbox="568 1214 1410 1308">Le présent règlement abroge le plan de classement communal du 2 juillet 1975 et entre en vigueur dès son approbation par la Cheffe du Département de la sécurité et de l'environnement.</p>

COMMUNE DE BIOLEY-ORJULAZ

REGLEMENT DU CLASSEMENT COMMUNAL DES ARBRES

Approuvé par la Municipalité dans sa séance du 21 avril 2009

Le Syndic :

La Secrétaire :

J. Despont

N. Zahler

Règlement soumis à l'enquête publique du 26 juin 2009 au 27 juillet 2009

Le Syndic :

La Secrétaire :

J. Despont

N. Zahler

Adopté par le Conseil général dans sa séance du 1er décembre 2009

Le Président :

La Secrétaire :

P. Nobs

P. Meylan-Guiducci

Approuvé par le Département de la sécurité et de l'environnement, le 8 décembre 2009

l'atteste

La Cheffe du Département :